

LE COURRIER

L'ESSENTIEL, AUTREMENT.

WWW.LECOURRIER.CH

N°99 | 159^e année | CHF 3.00

FÉDÉRATION GENEVOISE DE COOPÉRATION

Six décennies de **solidarité**



KEYSTONE

9 La Fédération genevoise de coopération, faîtière des associations solidaires actives principalement dans l'aide au développement dans les pays du Sud, soutient concrètement 4 millions de personnes défavorisées. Elle fête ses 60 ans ce week-end.

7 ENTRETIEN

Immigration et destruction du paysage, un lien à **déconstruire**



La géographe Joëlle Salomon Cavin questionne les privilèges et le rapport à la ville. DR

4 VAUD

Rencontre avec Gabriel Cotte, un hydrologue qui veut sauver la forêt de **Ballens**.

5 GENÈVE

L'application de la loi sur la **laïcité** de l'Etat à l'université est contestée par la CUAÉ.

12 CULTURE

La Genève alternative s'anime dans une BD-enquête éditée par la librairie du **Boulevard**.

éditorial

PHILIPPE BACH

L'AVS SE
PORTE
BIEN

Les comptes 2025 de l'AVS ont clôturé sur un bénéfice de 1,8 milliard de francs. Et même de 4,4 milliards, si l'on y intègre la part des revenus générés par la fortune du premier pilier, soit un pactole de 60,4 milliards de francs. Il s'agit du cinquième résultat positif, si l'on s'en tient à la seule logique redistributrice de l'AVS, c'est-à-dire si l'on considère uniquement les rentrées annuelles (les cotisations), auxquelles on soustrait les sorties (les rentes servies). La logique des chiffres contredit donc le discours catastrophiste porté par les milieux bourgeois – mais aussi, en son temps, par le conseiller fédéral Alain Berset et son directeur de l'OFAS, Stéphane Rossini – qui mènent le bal au parlement fédéral. Année après année, la droite conservatrice peint le diable sur la muraille et invoque des pertes à venir pour justifier des régressions en matière d'assurances sociales: recul de l'âge de l'AVS pour les femmes à 65 ans, baisse des rentes pour le deuxième pilier, suivis de menaces de relèvement de l'entrée dans la retraite pour toutes et tous.

On a vu les mêmes thèmes être développés lors de la votation de mars 2024 introduisant une 13^e rente pour les retraité-es. Avec l'argument prétendant que cette mesure pénaliserait les jeunes, chargé-es de financer les seniors. C'est oublier un peu vite que l'AVS n'est pas un impôt, comme tentent de le faire accroire la droite, mais bien un salaire différé. Il s'agit aussi du mécanisme de

redistribution des richesses le plus efficace de Suisse. C'est sans doute pour cela que les milieux conservateurs n'en veulent pas. Dans un partage de plus en plus inéquitable des gains de productivité entre travail et capital, ils refusent tout apport au premier.

Ce souci de préservation des intérêts des nantis se retrouve d'ailleurs dans les mesures présentées il y a une semaine par le Conseil fédéral. Pour garantir un financement pérenne du premier pilier, Berne évoque une hausse de 0,7 point de TVA combinée à 0,2 point de cotisation, ou une augmentation de 0,9 point uniquement de la TVA.

On devine quelle option aura les faveurs de la majorité bourgeoise. La TVA est par essence un impôt antisocial (les revenus modestes paient une part proportionnellement plus élevée de leur salaire), et il frappe des personnes – les retraité-es – qui seraient exempté-es d'une progression de la cotisation. Et cela écarte opportunément d'autres pistes de revenus pour l'AVS (et pour d'autres secteurs en déshérence comme l'environnement, les transports, le logement ou la santé): taxation des transactions financières, imposition des bénéfices du capital et des successions, etc.

Ce débat-là, celui d'une plus juste répartition des gains de productivité, mérite d'être remis sur la table dans le cadre du paquet de pistes proposées par le Conseil fédéral le 20 mai et qui part maintenant en consultation. |



En dépit des obstacles, la Fédération genevoise de coopération progresse à l'heure de fêter ses 60 ans. L'occasion de dresser un petit bilan en marge de ses festivités vendredi

Soixante ans d'engagement solidaire

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTOPHE KOESSLER

Coopération ► La Fédération genevoise de coopération (FGC) n'a fait que croître depuis sa création il y a soixante ans. Ce week-end, elle fêtera cet âge mûr lors d'une série d'événements (lire ci-dessous). Réunissant aujourd'hui... soixante associations solidaires actives principalement dans l'aide au développement dans les pays du Sud. La faitière soutient concrètement 4 millions de personnes défavorisées. Soumise au vent froid des restrictions budgétaires fédérales ces dernières années, elle tire son épingle du jeu grâce aux collectivités genevoises, en particulier les communes, qui lui octroient une confiance ascendante. Face à la période souvent désespérante que nous traversons, la FGC tient à continuer à porter les valeurs de la solidarité, vectrices d'espoir pour contrer des tendances au découragement. Entretien stimulant avec sa secrétaire générale, Catherine Schümperli Younossian.

Pouvez-vous rappeler comment est née la FGC?

Catherine Schümperli Younossian: Une douzaine d'associations se sont rencontrées en 1966. Elles sont parties du constat qu'elles avaient tout à gagner à mutualiser leurs forces pour aller chercher des financements auprès des collectivités publiques. Il y avait un gain d'échelle en quelque sorte; et elles pouvaient ainsi mieux se présenter comme une force active à Genève. C'était très ambitieux de s'unir plutôt que d'être en compétition pour des fonds. Cet esprit prévaut encore aujourd'hui. De quelques-unes au début, ces associations sont progressivement passées à soixante aujourd'hui au sein de la FGC.

Quelles ont été les principales évolutions de la fédération?

Depuis une quinzaine d'années, le nombre de nos membres est resté stable. Chaque association a son rythme de vie, son histoire. Certaines disparaissent ou quittent la FGC, et d'autres la rejoignent. C'est ce qui fait sa vitalité.

Une autre évolution majeure sur le long terme est d'ordre financier. L'enveloppe a augmenté considérablement. En une dizaine d'années, notre budget est passé d'environ 10 millions à 15 millions de francs: de plus en plus de collectivités publiques, en particulier les communes, font confiance à la FGC et lui délèguent une partie de la gestion des fonds de l'aide publique au développement. Les municipalités préfèrent s'appuyer sur le pôle de compétences de la fédération, forte de ses nombreux et nombreuses expert·e·s bénévoles, plutôt que prendre le risque de financer un projet sans pouvoir assurer son suivi.

Qu'est-ce qui vous motive le plus dans votre travail au quotidien?

Le sens qu'on lui donne. C'est tellement gratifiant d'agir pour



Atelier de préparation de la Parade de la solidarité avec le chorégraphe malien Tidiani N'Diaye, auquel la FGC s'est associée pour célébrer ses 60 ans. La Parade défilera dans le quartier de Plainpalais et des Bastions le samedi 30 mai. DOROTHÉE THÉBERT

construire un monde plus juste, et plus concrètement d'offrir des opportunités, en matière de santé, d'éducation et d'alimentation notamment, à des populations en situation de vulnérabilité. En 2025, nous avons permis à plus de 4 millions de bénéficiaires d'avoir de nouvelles perspectives. Les Objectifs du développement des Nations unies (ODD) sont l'une de nos boussoles. Nous accordons une attention toute particulière à la place des femmes et des jeunes filles dans nos projets.

Si la croissance a été au rendez-vous pour la FGC, on constate aujourd'hui une certaine baisse des financements au niveau fédéral. Qu'en est-il?

Oui, le parlement fédéral a décidé dans sa stratégie de coopération internationale 2025-2028 de diminuer les fonds dédiés à la coopération au développement. Cette baisse se traduit non seulement par une coupe d'environ 10%, mais aussi par une réallocation d'une partie des fonds, soit 1,5 milliard de francs, à la reconstruction de l'Ukraine. Pour nous, qui œuvrons dans les pays du Sud, cela signifie une diminution

des financements disponibles. Parallèlement, la décision de la Direction du développement et de la coopération (DDC) de restreindre progressivement (entre 2025 et 2028) l'utilisation des fonds destinés aux ONG pour les projets en Amérique latine nous met en grande difficulté. Car une dizaine de nos associations travaillent exclusivement dans cette région.

Au final, les collectivités publiques genevoises ont partiellement compensé ces restrictions. Mais si la Confédération avait maintenu son enveloppe, nous aurions eu plus de moyens pour soutenir les projets en faveur de populations laissées pour compte. Rappelons que les inégalités et la pauvreté restent très sévères sur le continent sud-américain.

La nouvelle stratégie de coopération internationale de la Suisse a aussi été critiquée dans certaines de ses orientations.

Oui, ce programme fédéral stipule que les fonds des ONG doivent accompagner et renforcer la stratégie de la Suisse sur le plan international. Cette approche est totalement nouvelle depuis 2025. Jusqu'ici les asso-

ciations étaient libres dans l'utilisation des fonds. Sans préavis, les ONG ont dû s'aligner sur les grandes décisions stratégiques et politiques de la Confédération. Cela nous paraît très discutable et nous met en grande difficulté pour honorer les financements de nos organisations sans réelle stratégie de désengagement auprès de certains partenaires.

A Genève, l'aide des collectivités a-t-elle plutôt augmenté ou baissé?

Nous n'avons pas les chiffres sur les derniers cinq ans, qui sont en train d'être compilés pour être publiés dans notre baromètre de la solidarité internationale, en octobre prochain. Il y a cinq ans, l'argent des communes genevoises dédié au domaine était légèrement en baisse. Peut-être était-ce lié à l'impact du Covid. Nous attendons les chiffres 2025 avec curiosité. Mais comme mentionné précédemment, les communes genevoises ont davantage tendance à confier leurs fonds à la FGC.

Le canton de Genève consacre environ 0,2% de son budget à la coopération. On est encore loin de l'objectif de 0,7% fixé dans

la loi cantonale il y a plus de vingt ans....

Le 0,7% est l'un des grands enjeux. Alors que de nombreuses communes jouent le jeu, atteignant les 0,7% ou s'en approchant peu à peu alors qu'aucune législation ne les y oblige, le canton n'atteint pas encore cet objectif. Pourtant, il a plutôt augmenté ses financements ces dernières années, notamment avec le plan de soutien à la Genève internationale et en réponse à de nombreuses crises humanitaires en 2024 et 2025. La FGC a aussi reçu d'avantage de financements de l'Etat. L'enveloppe a augmenté de 2,5 à 3 millions de francs il y a six ans.

Pourquoi la coopération est-elle si importante à vos yeux?

Dans une période marquée par les crises, les besoins augmentent, ainsi que les personnes en situation de vulnérabilité ou victimes de catastrophes naturelles et de conflits. Prenons l'exemple du réchauffement climatique qui fait de grands dégâts dans le domaine de l'agriculture. Des régions entières deviennent arides. L'une des réponses convaincantes est l'agroécologie, dont les techniques permettent de

répondre aux défis en matière de production alimentaire durable. Les associations actives dans la coopération ont un rôle extrêmement important à jouer dans ce domaine par exemple.

Un autre défi est le «backlash» actuel en termes de respect des droits humains, et la montée de l'illibéralisme. Dans ce contexte, il faut renforcer les organisations de la société civile, plutôt que les affaiblir. Ce sera l'un des thèmes abordés lors de la table ronde organisée pour les 60 ans de la FGC, le 29 mai prochain.



«Dans une période marquée par les crises, les besoins augmentent»

Catherine Schümperli Younossian

Pour la Suisse, quels sont les apports de l'aide au développement?

La coopération est un facteur important de stabilité, tant pour les populations qui en bénéficient que pour les Etats qui la financent. On a tendance à l'oublier dans un monde qui désormais se réarme. Or, la «sécurité» militaire se fait malheureusement au détriment de la stabilité, du bien-être des populations, de la protection de l'environnement, pourtant cruciaux pour l'avenir de l'humanité. On assiste à une forme de déséquilibre dans l'analyse des risques. Et j'ai été très frappée, en lisant la nouvelle stratégie de la Confédération «La sécurité de la Suisse 2026», de constater qu'elle est principalement orientée vers la sécurité au sens strict, ne laissant qu'une part congrue à une approche intégrant la prévention des conflits et la stabilité du monde.

Au-delà de la dimension financière, quels sont les principaux enjeux qui traversent le domaine?

Ce sont précisément des enjeux philosophiques et culturels. Il convient de remettre au centre la nécessité de construire un monde plus juste et plus équitable. Si on ne prend pas soin des questions environnementales et sociales, qui sont les valeurs fortes portées par la coopération internationale, on ira vers un monde de plus en plus chaotique. Ce qui est presque plus grave que la diminution des fonds à disposition, c'est l'érosion des valeurs que nous promouvons.

Tous les signaux sont au rouge et nous risquons d'entrer dans une période extrêmement sombre. I

TABLE RONDE, FORUM ET PARADE DE LA SOLIDARITÉ

Plusieurs événements marqueront ce week-end la nouvelle décennie de la FGC. Le public pourra tout d'abord faire connaissance avec les associations membres lors d'un Forum des ONG qui débutera à 17h30 ce vendredi 29 mai à la salle communale de Plainpalais (jusqu'à 23h30 et le samedi de 17h à 23h30 également). Plusieurs expositions, films, animations et des stands d'information sont au rendez-vous. L'entrée est libre et l'événement se tient en partenariat avec *Le Courrier*. A 18h30 s'y déroulera une table-ronde sur les profondes mutations que traverse la coopération au développement. Introduite par Alfonso Gomez, maire de Genève, la conférence verra se succéder à la tribune plusieurs spécialistes et responsables du domaine, dont

Patricia Danzi, directrice de la Direction du développement et de la coopération et Libère Bukobero, secrétaire général d'ADISCO, une ONG burundaise. Le samedi 30 mai, place à la fête, qui commencera à partir de 14h par une parade urbaine festive, artistique et engagée¹ créée en association avec Tidiani N'Diaye, chorégraphe malien de renommée internationale. La déambulation traversera Genève avant de rejoindre la salle communale de Plainpalais où se tiendra la deuxième journée du forum des ONG. L'artiste y donnera encore une performance à 20h30 inspirée de sa pièce *Mer plastique*. **CKR**

¹Programme sur fgc.ch/agenda/parade-de-la-solidarite-une-deambulation-festive-et-engagee-travers-la-ville